

La question qui enflamme les politistes italiens Giorgia Meloni a-t-elle changé?

di Allan Kaval

Au pouvoir depuis trois ans, la dirigeante issue de la matrice néofasciste divise les chercheurs sur son évolution. Sa normalisation s'accompagne-t-elle vraiment d'une modération de ses idées politiques ?

Lundi 1^{er} décembre, une publication peu commune est apparue sur le compte Instagram de la présidente du conseil italien, Giorgia Meloni. L'université de Bologne, la plus ancienne du monde occidental (fondée en 1088, selon une convention d'historiens), cœur battant d'une cité historiquement marquée à gauche, était prise à partie pour avoir abandonné un projet de coopération avec l'académie militaire de Modène sur un curriculum de philosophie hors du commun. La présidente du conseil assénait : « *Il s'agit non seulement d'un choix inacceptable, mais d'un geste portant atteinte aux devoirs constitutionnels qui fondent l'autonomie de l'université* », laquelle devrait être « *totalemt étrangère aux préjugés idéologiques* ». Peu importe que l'université ait mis en avant les difficultés pratiques posées par un projet objectivement atypique ainsi qu'une contestation antimilitariste sur le campus.

Seul élément clair : dans la rhétorique de cette dirigeante issue de la matrice néofasciste, l'emploi du qualificatif « idéologique » a toujours valeur d'anathème. Giorgia Meloni faisait écho aux déclarations courroucées du chef d'état-major de l'armée de terre italienne et ouvrait la voie à autant de surenchère de la part de la ministre de l'enseignement supérieur, du ministre de la défense et même du ministre de l'intérieur.

« Une revanche à prendre »

Entre inversion déroutante de la notion d'autonomie et menace voilée de reprise en main, cette attaque a de quoi interroger. Hasard des convergences historiques, elle intervenait alors même que, pour les politistes italiens et autres chercheurs internationaux, l'évolution de la pratique du pouvoir de Giorgia Meloni est déjà en train de mettre en crise les concepts scientifiques utilisés jusque-là pour qualifier son parti, Fratelli d'Italia (Frères d'Italie), créé en 2012. Cet épisode, en tout cas, contredisait une thèse rebattue à l'envi depuis son accession au poste de présidente du conseil : celle qui voudrait que cette ancienne militante professionnelle venue d'une famille politique minoritaire issue du fascisme se tempérerait au contact des vénérables institutions de la République italienne.

En 2007, dans son ouvrage *Populist Radical Right Parties in Europe* (« les partis populistes de droite radicale en Europe », Cambridge University Press, non traduit), le politiste néerlandais Cas Mudde forgeait le concept de « populisme radical de droite » ; il le caractérisait concisément par le nativisme, par l'autoritarisme – soit la préférence de l'ordre aux libertés individuelles –, et, enfin, par une représentation de la société divisée en deux ensembles antagonistes : le peuple natif d'une part, les élites et ceux qui sont identifiés comme étrangers de l'autre. Au fil de son évolution dans l'opposition, le discours de Fratelli d'Italia a correspondu dans les grandes lignes à cette définition. Cependant, à partir de 2022, le regard porté sur Giorgia Meloni a commencé à changer.

Après tout, cette ancienne eurosceptique, un temps déférente à l'égard de Vladimir Poutine, n'avait-elle pas embrassé la cause ukrainienne dès le 24 février 2022 ? Et n'avait-elle pas choisi Bruxelles et les institutions européennes pour son premier voyage officiel à l'étranger, le 3 novembre de la même année – soit douze jours après sa prise de fonctions ? L'establishment européen pouvait se rassurer : la barbare allait se romaniser, selon l'image forgée par l'historien Giovanni Orsina pour désigner la transformation des partis populistes une fois qu'ils franchissent le seuil des ministères.

C'était oublier que la Romaine, c'est elle. Et que sa généalogie politique n'était pas née de l'écume de la vague populiste de droite qui a commencé à faire peser son ombre sur l'Europe dans les années 2000. « *Les racines profondes ne gèlent pas* », comme aime à répéter Giorgia Meloni, citant J. R. R. Tolkien (1892-1973), le célèbre auteur britannique de fantasy. Et ses racines remontent à une période bien antérieure au début du XXI^e siècle et à un phénomène jamais tout à fait déraciné en Italie : le fascisme.

Ce mouvement violent, arrivé au pouvoir par la force en 1922, avait voulu faire de Rome la capitale d'un nouvel empire. Il se trouve justement que la façon de Giorgia Meloni comme sa tendance à passer au dialecte romain quand elle s'agace sont inséparables de l'identité de la ville. Aussi, avant d'aborder les régions conceptuelles de la science politique, c'est par les allées accidentées de sa cité qu'il faudra cheminer. Giorgia Meloni aime à le raconter : elle est d'abord une fille de la Garbatella. Cette cité-jardin du sud de la capitale, agrandie par le régime fasciste, avait notamment servi à reloger les habitants chassés par le dégagement des ruines du forum voulu par Benito Mussolini en plein revival impérial. Elevée par une mère célibataire à l'adolescence, membre du Mouvement social italien (MSI), une formation fondée par un noyau de cadres du régime fasciste en 1946, elle adhère au même parti à 15 ans, en 1992.

Rapidement, la jeune militante disciplinée apparaît dans les radars de la cellule MSI de Colle Oppio, à Rome, où, parmi les vestiges de la Domus Aurea de Néron, de jeunes gens qui se surnomment les « Goélands » vivent une version bien particulière de l'engagement néofasciste. Giorgia Meloni le racontera dans son autobiographie à succès, *Mon itinéraire* (Chora, 2022), ouvrage qui parvint avec une efficacité redoutable à en faire une héroïne méritocratique des faubourgs et à la rendre attachante sans rien cacher des fondements idéologiques qui structurent son monde. Elle y décrit une jeunesse habitée par une faim dévorante d'héroïsme qu'alimente une obsession pour le monde imaginaire du *Seigneur des anneaux*. Elle et son cercle grandissent à la marge de leur génération et d'un monde contemporain qu'ils considèrent comme corrompu.

A la terrasse d'un bar du Trastevere, à Rome, le quartier d'outre-Tibre dont les habitants se considéraient jadis comme les Romains les plus authentiques, l'historien Miguel Gotor – qui fut conseiller à la culture de la municipalité avec le centre gauche – précise : « *Pour comprendre Meloni, ce qui compte, ce n'est pas tant le régime de Mussolini que le néofascisme des années 1970.* » Pour Miguel Gotor, qui, dans ses livres les plus récents, se fait guide dans le labyrinthe de la guerre civile de basse intensité qui déchirait l'Italie des années de plomb (des années 1960 à 1980), « *la cellule de Colle Oppio avait quelque chose de sectaire, les jeunes écoutaient les anciens leur raconter leurs batailles contre les gauchistes à coups de clé à molette, leur transmettre la mémoire des militants tombés qui se mêlaient aux récits de fantasy dont ils étaient imprégnés. Voilà l'origine du discours victimaire de Meloni, une héritière des vaincus qui a une revanche à prendre* ».

« Catégories brouillées »

Elle la prendra. Sans jamais cesser de tracer la ligne sacrée entre un « nous » vertueux et un « eux » nihiliste. A ses yeux, les partisans de l'ancien président du conseil Silvio Berlusconi (1936-2023) étaient de la seconde catégorie. Et la greffe, que son mentor, Gianfranco Fini, après avoir tourné le dos au fascisme, avait tenté de construire avec eux en créant le parti Alleanza nazionale (Alliance nationale), n'a jamais pris. « *Différence anthropologique* », écrit Giorgia Meloni dans son livre. C'est à elle qu'il reviendra de renouer la chaîne des temps avec un nouveau parti, Fratelli d'Italia, dont le logo, orné de la flamme tricolore, représente l'âme immortelle de Mussolini. En 2017, la formation compose ses textes de doctrine à Trieste, cité balkanique à l'italianité reconquise après la guerre. Ils sont toujours en vigueur.

La thèse conspirationniste du « grand remplacement » y tient une bonne place. Cinq ans plus tard, alors que Fratelli d'Italia a obtenu un score de 6,46 % aux élections européennes de 2019, le détournement parodique d'un ses discours en morceau techno bas de gamme où elle lance « *je suis Giorgia, je suis mère, je suis chrétienne* » la rend célèbre, avec plus de 12 millions de vues sur les réseaux sociaux. Coup tactique gagnant, son parti sera plus tard le seul à ne pas soutenir le gouvernement à forte coloration technocratique de l'ex-patron de la Banque centrale

européenne, Mario Draghi, en février 2021. Vingt mois plus tard, et après des élections anticipées, la fille de la Garbatella prend ses marques au palais Chigi, dans le bureau laissé par le grand hiérarque européen. A partir de ce tournant émerge, aux marges de la science politique italienne, la thèse influente selon laquelle Giorgia Meloni ne serait plus une populiste radicale de droite, mais plutôt une « nationale-conservatrice », terme qui a connu, depuis, une certaine fortune. Elle a notamment été introduite par Salvatore Vassallo, politiste et directeur de l'Institut Cattaneo de Bologne, dans son ouvrage *Fratelli di Giorgia* (« frères de Giorgia », Il Mulino, 2023, non traduit), coécrit avec Rinaldo Vignati, sociologue et historien du cinéma. Le présupposé est que les institutions républicaines sont suffisamment robustes, et les contraintes internationales suffisamment fortes, pour la pousser naturellement à la modération, la radicalité ne pouvant être que la fille des moments turbulents.

L'horizon de *Fratelli d'Italia*, ancienne formation marginale, longtemps négligée par la science politique, serait donc, pour lui, la construction d'un parti conservateur de masse respectueux de la démocratie libérale. Les continuités historiques avec le MSI ne sont pas occultées, pas plus que le caractère centralisé et non démocratique du fonctionnement du parti, mais, pour Salvatore Vassallo, les partisans de Giorgia Meloni seraient des « *démocrates afascistes* », leur généalogie, qui remonte pourtant directement au régime de Mussolini, devant être mise de côté.

A l'université Luiss-Guido Carli de Rome, le directeur du département de science politique, Giovanni Orsina, historien appartenant à la droite libérale, est du même avis. Il estime d'ailleurs que le monde académique ne prêterait pas suffisamment attention à la demande de « *protection* » des électeurs. « *Prendre en compte ce besoin ne suffit pas à faire des militants de Fratelli d'Italia des "fascistes"*, estime-t-il. *Là où d'autres disent à l'électeur apeuré qu'il a moralement tort, Giorgia Meloni reconnaît sa peur, à défaut de la dissiper.* » Son collègue, l'historien Marc Lazar, spécialiste de l'Italie et référence sur le pays dans l'espace francophone, met en avant, pour sa part, la solidité des institutions démocratiques italiennes, reconnaissant que Giorgia Meloni aspire à les transformer, mais soulignant ce qu'il perçoit comme une relative innocuité des politiques publiques menées pour l'instant.

Une lecture différente est portée par de nombreux politistes italiens. Pour eux, Fratelli d'Italia est engagé dans une subversion de long terme de la démocratie. *« Parler de “national-conservatisme” par opposition au “populisme radical de droite” n’a guère de sens au moment où, à l’échelle du monde occidental, toutes les droites se radicalisent, explique Caterina Froio, professeure à Science Po. Ces catégories sont brouillées dès lors que les partis de droite radicale, censés respecter la démocratie, n’hésitent plus à revendiquer leurs liens historiques avec des régimes d’extrême droite du passé. »*

Cohésion idéologique

Pour Pietro Castelli Gattinara, de l’Université libre de Bruxelles, Giorgia Meloni *« n’a pas changé de valeurs, elle a changé de style, surtout vis-à-vis de l’étranger »*. Le chercheur résume en une formule limpide : *« Elle a compris que les transformations autoritaires sont efficaces quand elles sont silencieuses. »*

Selon Piero Ignazi, vétéran de la science politique à l’université de Bologne et auteur d’un ouvrage de référence sur l’histoire de la famille néofasciste, *« cette droite est née en continuité avec le fascisme, qui se révèle dans sa politique sécuritaire, sa volonté de contrôler le dissensus et de stigmatiser des adversaires intérieurs, juges, journalistes, intellectuels, organisations non gouvernementales, tous accusés d’agir contre la “nation” »*. Pour cet universitaire, venu des territoires romagnols, *« le nouveau visage apparu en 2022 n’était qu’un masque. La culture politique de Giorgia Meloni n’est ni libérale ni pluraliste »*. Il se situe loin de la thèse *« nationale-conservatrice »* de Salvatore Vassallo.

De fait, derrière le style, les idées qui prévalent au sein de Fratelli d'Italia sont – toujours – radicales. Dans leurs études empiriques, les chercheurs italiens Filippo Tronconi, Davide Angelucci et Gianfranco Baldini ont montré que les cadres actuels de Fratelli d'Italia sont majoritairement issus de trajectoires militantes construites au sein de la matrice néofasciste. Ils affichent une remarquable cohésion idéologique, se plaçant tous, sur une échelle de 1 à 10 (du plus à gauche au plus à droite), au-delà de 8 sur tous les thèmes. *« La “normalisation” ne consiste pas seulement en une modération de l’extrême droite. En réalité, l’extrême droite reste elle-même pendant*

que les autres la rendent normale », écrivent par ailleurs les politistes Marta Lorimer et Matteo Cavallaro, dans leur article intitulé « Post-“Post-Fascism” and Far Right Mainstreaming in Italy » (« après le “postfascisme” et l’intégration de l’extrême droite en Italie »), publié en juin par la revue *Political Studies*.

Pour le spécialiste d’études électorales Lorenzo De Sio, professeur à la Luiss, « *l’arrivée au pouvoir de Giorgia Meloni et son maintien à plus de 30 % d’intentions de vote ne sont pas le fruit d’une radicalisation de l’électorat de droite, qui est stable depuis les années 1990* », passé, de crise en crise, de Silvio Berlusconi à Matteo Salvini, pour enfin se retrouver en Giorgia Meloni. « *Forza Italia, le parti de Berlusconi, et la Ligue de Salvini avaient passé un pacte avec les classes moyennes supérieures et les milieux entrepreneuriaux traditionnels, s’engageant à protéger leurs intérêts, notamment fiscaux. Fratelli d’Italia a fait de même* », explique le politiste : « *Le raisonnement est le suivant : peu importe le style et l’héritage tant que la gauche ne revient pas au pouvoir.* » Ainsi l’encadrement du parti et la base électorale viennent-ils de mondes bien différents.

Pour le sociologue Lorenzo Zamponi, de l’Ecole normale supérieure de Pise, « *cela ne signifie pas que la droite soit majoritaire dans le pays. Elle gagne grâce à l’abstention et à l’absence de crédibilité de la gauche. Meloni n’est pas la plus aimée. Elle est la moins rejetée* ». Un deuxième mandat pourrait lui donner la possibilité de durcir sa pratique du pouvoir, selon le chercheur, comme l’ont fait le Hongrois Viktor Orban après 2014 et Donald Trump en 2025. « *Les signaux sont déjà visibles* », avertit Lorenzo Zamponi, tandis qu’une réforme électorale sur mesure se profile et que son discours public, déjà, se radicalise.

Nulle modération

« *Une partie de la gauche et du centre a tendance à opposer la figure d’un Viktor Orban dangereux et celle, acceptable, de Giorgia Meloni* », ajoute Andrea Pirro, professeur associé de sciences politiques à l’université de Bologne. Or, « *le modèle de référence est le même : une remise en cause de la démocratie libérale. Les contraintes propres à la société civile italienne et à ses institutions limitent simplement la vitesse de la dérive* ». Rien ne serait possible, cependant, pour le mouvement réactionnaire

sans une prise de guerre majeure : un théoricien du camp ennemi... « *L'objectif partagé est l'hégémonie culturelle, ravie consciemment à la pensée du communiste Antonio Gramsci [1891-1937] : coloniser la société civile, transformer le paysage idéologique. Progressivement, changer de régime.* »

La normalisation n'apporterait donc nulle modération. Pas à pas, par la parole, par le récit, elle rendrait simplement la radicalité « normale ». En cela, comme l'explique Andrea Pirro, « *Giorgia Meloni ne se distingue que par une différence de degré de l'internationale réactionnaire guidée par Donald Trump et Viktor Orban* ». Il alerte également sur l'emprise croissante de l'exécutif sur les universités, susceptible, à terme, de remettre en cause la capacité même des politistes italiens à penser le phénomène que représente Giorgia Meloni.

Pourtant, le thème phare de la « liberté d'expression », claironné par les nouvelles droites globales pour légitimer les discours de haine, est omniprésent chez les représentants de Fratelli d'Italia. Jeudi 4 décembre, un de ses députés, Alessandro Amorese, s'est ainsi rendu à la Foire du livre de Rome pour témoigner sa « *solidarité* » à un éditeur qui aurait été victime, d'après lui, d'un climat d'intimidation inacceptable. Des écrivains avaient en effet protesté contre la présence de cette maison, Passaggio al Bosco, parmi les exposants. La raison ? Au catalogue de cette maison, parmi les nouveautés, figure une réédition des Mémoires de Junio Valerio Borghese (1906-1974), commandant de la sinistre X-MAS, unité militaire du crépuscule du fascisme connue pour ses exactions, et auteur d'une tentative de coup d'Etat en 1970.

Parmi les classiques de l'éditeur, *Révolution des âmes* (1938), manifeste halluciné du SS belge Léon Degrelle. Et du côté des best-sellers contemporains, le célèbre livre-programme signé de l'Autrichien Martin Sellner : *Remigration. Ein Vorschlag* (« remigration. une proposition »). L'ouvrage consiste en un plan de déportation de masse d'étrangers et d'Européens menaçant l'« *identité ethnoculturelle* » du continent. Une radicalité désormais perçue comme suffisamment « normale », ou bienvenue, pour qu'un représentant de la nation viennoise à son secours.